

Extrait du site UGTG.org

url :Ã http://ugtg.org/spip.php?article975

Elie Domota : Wi, il faut dÃ©construire cette sociÃ©tÃ© coloniale !

- Dossier spÃ©cial LKP - Prises de parole du LKP -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : lundi 29 juin 2009

Mis Ã jour le : lundi 29 juin 2009

UGTG.org

[...]

Hier nous avons entendu Sarkozy... Et nous avons entendu nombre de guadeloupÃ©ens - car les personnes prÃ©sentes dans la salle sont aussi des guadeloupÃ©ens, membres pour la plupart de l'UMP, du GUSR, du Parti socialiste - applaudir... Ils Ã©taient contents : contents d'entendre Sarkozy mÃ©priser les guadeloupÃ©ens ; contents d'entendre Sarkozy d'Ã©nigmer les guadeloupÃ©ens... **Ils n'avaient oubliÃ© qu'une seule chose : qu'ils sont eux aussi des guadeloupÃ©ens.**

Padavwa, quand Sarkozy dit ne pas comprendre pourquoi les guadeloupÃ©ens ne communiquent pas entre eux, on les a vus applaudir Ã© tout va. Mais que se passe-t-il en France : est-ce que les franÃ§ais se parlent entre-eux ? Aujourd'hui, les franÃ§ais qui subissent l'oppression, s'Ã©questrent leurs patrons, brÃ©lent les prÃ©fectures, et dÃ©versent des tonnes de lait un peu partout. Et Sarkozy vient nous donner des leÃ§ons... Le mÃªme Sarkozy qui n'arrive pas Ã© rÃ©gler les problÃ©mes de la France, et qui ne pourra en aucun cas rÃ©gler les nÃ©tres.

Nous avons aussi entendu Sarkozy dire qu'il a fait un deal avec Gillot et Lurel :

Ces derniers lui ont demandÃ© un dÃ©lai de 18 mois pour pondre leur projet de sociÃ©tÃ© ; ce qu'il a acceptÃ©. Et Lurel & Gillot pensent avoir ainsi jouÃ© un tour politique Ã© Sarkozy. En rÃ©alitÃ© c'est ce dernier qui les a bernÃ©s. Parce que tout simplement Sarkozy a dÃ©jÃ dÃ©cidÃ© de mettre en place l'AssemblÃ©e Unique - en Guadeloupe, Martinique, Guyane et France - et de fusionner le Conseil gÃ©nÃ©ral et le Conseil rÃ©gional. Cela, dans le cadre de l'article 73 ou 74. Avec Ã© la solde, une vingtaine de conseillers en moins...

VoilÃ© ce qui s'est passÃ© hier. Et ils ne se sont mÃªme pas rendus compte qu'ils Ã©taient dans l'incapacitÃ© de faire autre chose qu'acquiescer. Et dans les prochains mois ils devront se battre entre eux pour savoir lesquels parmi les 20 conseillers en trop seront Ã©jectÃ©s. Et c'est Ã© ce moment lÃ© que nous verrons le *âEurosoe Tous pour la GuadeloupeâEuros ...*

Mais nous pouvons aussi dire que Sarkozy a confirmÃ© que les dÃ©cisions relatives aux Ã©tats gÃ©nÃ©raux sont dÃ©jÃ prises...

Ainsi lorsque l'avocat maÃ®tre Marianne - en charge de l'atelier sur la nouvelle gouvernance - s'est exprimÃ©, il a expliquÃ© Ã© Sarkozy qu'il hÃ©sitait entre les articles 73 et 74 et s'est interrogÃ© sur le fait de savoir s'il ne fallait pas quelque chose de spÃ©cifique... Et Sarkozy de lui rÃ©pondre : 73, 74, AssemblÃ©e Unique, Fusion du DÃ©partement et de la RÃ©gion... que tout cela Ã©tait dÃ©jÃ dÃ©cidÃ© !

Tout est dÃ©jÃ dÃ©cidÃ© et la seule chose qu'il les a invitÃ©s Ã© faire, c'est d'aller discuter du degrÃ© d'autonomie... Donc camarades, ces Ã©tats gÃ©nÃ©raux sont une vaste blague : Tout le monde sait que l'on va mettre en place une troisiÃ©me annÃ©e de mÃ©decine en Guadeloupe et que le nouveau CHU servira de PÃ©le universitaire...

Tout ce qu'a dit Sarkozy hier - et il n'a pas dit grand chose - nous le savions dÃ©jÃ .

Ainsi lorsqu'il parle de nÃ©gocier avec les Ã©tats de la CaraÃ©be l'ouverture de leurs frontiÃ©res et la levÃ©e de leurs barriÃ©res douaniÃ©res en Ã©change des demandes de visas, d'Ã©tudes universitaires ou de possibilitÃ©s d'hospitalisations en Guadeloupe. Camarades, tout cela est dÃ©jÃ nÃ©gociÃ© et a pour nom **« Accords de Partenariat Economique »** entre l'Union EuropÃ©enne et les pays de la CaraÃ©be... Sarkozy n'a rien inventÃ© ! Cela vise tout simplement Ã© faire de la Guadeloupe une espÃ©ce de plateforme de redistribution de toute la production de l'Union EuropÃ©enne dans la CaraÃ©be.

Il nous a aussi dit qu'il nous fallait développer la production endogène...

Mais dans le même temps, ils agrandissent le port. Nous avons entendu dans le groupe de M. Janky - l'atelier sur les infrastructures - qu'ils proposaient la construction d'un port en eaux profondes dans le Nord Grande-Terre. Camarades, s'agissant d'un port en eaux profondes, les travaux ont déjà débuté, mais ... Jarry ! Ils agrandissent donc le port de Jarry pour en faire un port en eaux profondes ; parce qu'ils ont considéré que la construction d'un nouveau port [dans le Nord Grande-Terre, le Port Louis] coûterait trop. Cela est déjà évident !

Des travaux d'extension pour quoi ?! Pour amener de plus gros bateaux et leur permettre de déverser 500 000 containers par an en Guadeloupe... Et le même nous parle de développer la production endogène... Camarades, les melons produits à Saint-François seront remplacés par d'autres, achetés moins chers au Maroc, en Tunisie... Et c'est cela que nous mangerons.. Mi sera la vérité ! Des bananes moins chères sortiront du Cameroun... et nous les achèterons au marché... Pour les ignames, c'est déjà le cas...

Et il assure vouloir développer la production en Guadeloupe : Tout cela n'est qu'une vaste blague !

Moso fait la s'est rendu en Guadeloupe parce qu'il a reçu de l'Europe l'ordre de régionaliser toutes les institutions.

Et le dernier état à ne pas l'avoir encore fait, c'est la France. Et cela veut dire quoi ?! Cela veut dire que ce qui sera valable en matière de droit du travail en Guadeloupe, ne le sera pas en Martinique, ni en Guyane... ni même en France... Cela veut dire que si une entreprise sort des Etats-unis, eh bien l'on donnera à Gillot et Lurel la capacité de négocier le droit du travail directement : de fixer la durée hebdomadaire du travail à 45 heures de travail, que le SMIC sera à 7 euros. Cela veut dire que derrière cette régionalisation, l'objectif est de casser les acquis sociaux, de casser le droit du travail, de casser les conventions collectives. Et ils ont déjà commencé à le faire avec l'Accord BINO. Nous avons signé l'accord BINO avec les patrons et l'état est passé par derrière pour le casser. Tout simplement parce qu'ils ne veulent pas de l'instauration en Guadeloupe d'un SMIC à 1500 euro.

Mais camarades nous avons déjà réussi ! Nous avons déjà réussi à leur arracher pas mal de choses !

Nous avons gagné la baisse des prix de l'eau, le gel des loyers, 200 euro d'augmentation de salaires... Il nous faut bien comprendre qu'ils sont aujourd'hui bien empêtrés !... Et c'est pourquoi Sarkozy est venu nous menacer... Sarkozy a affirmé - et nous faisons appel à tous les militants pour qu'ils se présentent - qu'il entend primer forcément tous ceux qui ne sont pas d'accord avec sa politique, tous ceux qui ne sont pas d'accord à rentrer dans le cadre fixé par lui et tous ceux qui refusent de participer aux états généraux. Voilà ce qu'il nous a dit... **Et ça, nous devons le prendre au sérieux !** Cela veut dire quoi ?! Cela veut dire que les camarades, que les militants, que la jeunesse, que nous tous qui sommes présents aujourd'hui, devons nous préparer...

... Parce que la répression a déjà commencé !

Ils ont déjà commencé à convoquer des camarades devant leurs tribunaux ; ils ont déjà commencé à convoquer nos avocats devant les tribunaux ! Cela veut dire que dans les semaines et dans les mois à venir, nous devons être nombreux à manifester dans les rues pour dire Non à la répression ; et que nous ne baisserons pas les bras, que nous ne baisserons pas la tête face à eux !

Et cette répression s'exerce avec la complicité des Lurel et des Gillot et des autres : nous les avons vu - de gauche comme de droite - applaudir alors même que Sarkozy méprisait leur peuple !

Et ils font mine d'en Ãªtre ressortis avec es rÃ©ponses ! Ils mentent ! Sarkozy ne leur a donnÃ© aucune rÃ©ponse ! Aucune rÃ©ponse sur les revendications du mouvement social !

Tout ce que Sarkozy a dit est d'Ãªtre inscrit dans le document STRACOM sorti en novembre 2008 ! Et aujourd'hui, Sarkozy leur a rÃ©pondu le problÃ©me : puisque, leur a-t-il dit en substance, vous affirmez vouloir faire un projet, alors c'est Ã vous de rÃ©soudre les problÃ©mes posÃ©s !

[...]

Sur la question de la formation...

Chaque annÃ©e entre 1000 et 1500 jeunes sortent du systÃ©me scolaire sans diplÃ©me. Et que propose Sarkozy ? : De les expÃ©dier Ã l'armÃ©e ! Et ainsi, tous les jours Ã 6H00 du matin : panlanpan pan pan... [le jour de gloire est arrivÃ©]... Voici le modÃ©le proposÃ© aux jeunes guadeloupÃ©ens !

Et ils avancent le chiffre de 86% d'insertion... Ils mentent ! Il affirme que "86% ont une insertion"... Mais ils ne nous ont jamais dit ce qu'Ã©tait "une insertion".

Et je sais de quoi je parle : au niveau des statistiques du travail, un "emploi durable", c'est un contrat d'une durÃ©e de 6 mois... On aurait pu croire qu'il s'agit d'un CDI, mais c'est tout emploi d'une durÃ©e minimale de 6 mois.

Donc une insertion, qu'il s'agisse d'une journÃ©e de travail, d'une journÃ©e de formation, ou d'une journÃ©e passÃ©e Ã distribuer des flyers au bord des routes, eh bien c'est une insertion... Et le problÃ©me est rÃ©glÃ© : 86% d'insertion ! Voici ce qu'ils tentent de nous faire admettre !

Cela veut dire que volontairement, pour permettre Ã une institution de l'Ã©tat colonial franÃ§ais de fonctionner dans ce pays, ils font en sorte que 1000 Ã 1500 de nos enfants sortent de l'Ã©cole sans aucune formation, sans aucun diplÃ©me !

Depuis le 4 mars, ils ont signÃ© une convention sur la formation et sur l'emploi des jeunes. Et qu'a dit Sarkozy hier ? : Que les premiÃ©res dÃ©cisions interviendront aprÃ©s la rÃ©union interministÃ©rielle, en octobre 2009 !

Mais ce qu'il n'a pas dit, c'est que ce lundi 29 juin 2009, le prÃ©fet organise une rÃ©union de la COPIRE pour dÃ©voiler le plan d'urgences pour la formation des jeunes suivant ce qu'a dit Sarkozy en France en avril... Et qu'a-t-il dit Sarkozy ? ! Contrats de professionnalisation, contrats aidÃ©s... Ils vont donc crÃ©er encore 4000 contrats aidÃ©s de plus en Guadeloupe !

Et dans le mÃªme temps, la dÃ©putÃ©e Jeanny Marc organise des rÃ©unions sur l'insertion des jeunes...

VoilÃ© donc leur rÃ©ponse : RSMA & Contrats aidÃ©s ! Et ils nous invitent Ã venir aux Ã©tats gÃ©nÃ©raux, cette vaste fumisterie... Sarkozy est donc venu en Guadeloupe pour crÃ©er l'AssemblÃ©e unique et aussi pour consoler les Lurel et les Gillot...

Les rÃ©conforter pour leur assurer qu'ils sont les "Ã©lus" ! Il leur aura maintes fois rÃ©pÃ©tÃ© ! Qu'ils sont des Ã©lus et qu'il est venu pour "restaurer la lÃ©gitimitÃ© rÃ©publicaine" et que ceux qui ont des choses Ã dire n'ont qu'Ã aller aux Ã©lections ! De faire une liste si on a quelque chose Ã dire, mais en attendant de leur foutre la paix !

Et nous avons vu lors du CongrÃ©s des Ã©lus au Conseil gÃ©nÃ©ral mercredi soir comment ils procÃ©daient : en votant tout d'abord un projet sur l'avenir de ce pays entre eux deux et avec 10 de leurs amis ; puis en venant nous dire le lendemain : *âEurosoeNous sommes les reprÃ©sentants du peuple ; c'est donc le peuple qui a dÃ©cidÃ© !âEuros*

Mieux encore, le surlendemain, ils prÃ©sentaient la rÃ©solution Ã Sarkozy : Or le CongrÃ©s Ã©tant la rÃ©union de deux assemblÃ©es - conseil gÃ©nÃ©ral & conseil rÃ©gional - il faut d'abord prÃ©senter ces rÃ©solutions Ã chacune des assemblÃ©es respectives.

Toujours mieux : C'est Gillot qui a organisÃ© le CongrÃ©s ; c'est lui qui a tant insistÃ© sur l'article 4 de la rÃ©solution du CongrÃ©s demandant un dÃ©lai de 18 mois pour la rÃ©alisation d'un projet de sociÃ©tÃ© [[#nb1'](#) class='spip_note' rel='appendix' title='RESOLUTION DU CONGRES DES ELUS DEPARTEMENTAUX ET

REGIONAUX * * * * * O (...) id='nh1'>1]... Et qui ramasse les marrons du feu... : Lurel. Et ce pauvre Gillot doit maintenant se dire qu'il a roul' dans la farine.

Ils font donc leur petit deal entre eux. Et face ' cela, le message de l'Etat est bien de leur dire : oui, vous pouvez continuer ' faire vos petites combines...

[...]

Il nous faut bien comprendre aussi le message que Sarkozy nous a adress' hier. Et Lurel l'a aussi repris ' son compte : Ne regardez pas dans le r'trovisseur, cessez de parler de la domination colonialiste. En 2009, ces choses l' n'existent plus...

Mais par contre il est d'accord pour dire qu'il y a une domination, qu'il existe des discriminations, que la France a trop longtemps ferm' les yeux, que la France n'a jamais plac' les n'gres dans aucun poste ' responsabilit'... Il est aussi d'accord pour dire qu'il y a un certain nombre de monopoles et d'aberrations monopolistiques qui servent ' dominer ce peuple... Il est d'accord pour affirmer toutes ces choses, mais ' aucun moment il ne nous dit d'o' cela vient, quelle est en est la cause !

Mais camarades, toute chose a une origine ! :

Si aujourd'hui il y a autant de ch'mage, autant de dominations, de monopoles, de pwofitasyon, c'est bien parce qu'il s'est pass' quelque chose... Et ces situations sont la cons'quence de la domination capitaliste et colonialiste existantes.

Wi, nous le disons et nous le r'p'tons, la Guadeloupe est construite sur une domination de race et de classe : ' la t'ate du pays on a les m'ames depuis 400 ans et en bas, les noirs et les indiens ! C'est la v'rit' ! Et nous le r'p'tons !

Et quand il affirme qu'il ne faut pas combattre un racisme par un autre racisme : Non, nous ne sommes pas racistes, camarades ! Nous ne sommes pas racistes :

**Qui ne nomme pas les Guadeloup'ens dans les postes ' responsabilit' des administrations ? Yo...
Qui ne permet pas aux Guadeloup'ens d'occuper des fonctions de cadres dans leurs entreprises ? Yo...
Et qui ne souhaite promouvoir que le sport comme unique voie de la r'ussite ? Yo...**

Qui sont les v'ritables racistes ?!

Ainsi donc, parce qu'aujourd'hui nous d'non'sons les pwofitasyon et revendiquons le droit d'avoir un emploi nous serions racistes ?! Non, nous ne le sommes pas ! Et jetons un regard sur l'histoire du monde : Nous n'avons jamais encore ' nous battre avec quiconque pour les dominer ! Nous n'avons jamais encore ' voler les autres ! Nous nous sommes toujours battus pour l'galit' et ce n'est pas leur cas !

Yo, ils ont toujours envahi les autres peuples, pour y voler ce qu'ils poss' daient... Et quand ces peuples se rebellent, on les voit toujours s'otonner et demander : Mais pourquoi ne nous aimez-vous pas ?!

Telle est la v'rit' camarades !

S' Yo, Ce sont eux les racistes ! S' Yo, ce sont eux qui nous m'prisent ! S' Yo, ce sont eux qui refusent de reconna'tre m's ' labitid annou, notre culture :

Parce que nous avons notre faÃ§on de vivre, ils nous traitent d'arriÃ©rÃ©s ; parce que nous avons notre faÃ§on de marcher, ils nous disent que nous sommes nonchalants, autrement dit des fainÃ©nants ; nous avons notre faÃ§on de parler, et ils nous disent que nous ne savons pas accueillir ; nous avons notre faÃ§on de manger, et ils nous traitent de malpropres !

En fin de compte si nou pa kon Yo nou pa moun ! [si nous diffÃ©rons d'eux nous sommes en dehors de l'humanitÃ© !] Nous devons leur signifier que nou sÃ© moun ; kÃ© yo sÃ© moun, men kÃ© nou sÃ© moun osi ! [que nous aussi - tout comme eux - sommes des Ã©tres humains Ã© part entiÃ©re !] Et qu'ils doivent nous respecter !

Nous l'avons bien vu : Sarkozy est venu, a prononcÃ© son discours et quelques bwabwa [pantins] ont applaudi. Le voilÃ© reparti et qu'y a t-il de changÃ© dans ce pays ? Rien... Et les guadeloupÃ©ens sont dans la rue... Un samedi matin, sous un soleil de plomb, nous Ã©tions au moins 5000 guadeloupÃ©ens Ã© manifester dans les rues de Pointe Ã© Pitre ! **Mi my'y mi...**

[...]

J'ai promis Ã© un camarade de prÃ©senter son tee-shirt. Ce n'est pas nous [LKP] qui l'avons fait mais il est trÃ©s beau... A l'avant il y a Ã©crit :

GadÃ© douvan [Regardons en face]

Kilti Tanbou sÃ© tannou [La culture du tambour c'est la nÃ©tre]

TÃ© la sÃ© tannou [La terre c'est la nÃ©tre]

KrÃ©yol la Lang la MÃ©s Ã© labitid sÃ© tannou [Le crÃ©ole, la langue et les us et coutumes sont les nÃ©tres]

Et derriÃ©re il a inscrit :

Padavwa fÃ© dÃ©yÃ© SÃ© chenn a lesklavaj [Parce que reculer ce sont les chaines de l'esclavage]

FÃ© dÃ©yÃ© sÃ© rÃ©prÃ©syon kolonyal [Reculer c'est la rÃ©pression coloniale]

FÃ© dÃ©yÃ© sÃ© lespwatasyon kapitalis Ã© kolonyalis [Reculer c'est l'exploitation capitaliste et colonialiste]

Et c'est exactement cela qu'ils nous proposent : de reculer !

Parce que lorsque Lurel affirme qu'il ne faut pas regarder dans le rÃ©troviseur, lorsque Sarkozy affirme qu'il ne faut plus parler de domination coloniale, car cela n'existe plus... C'est exactement ce qu'ils souhaitent : Ils souhaitent nous dire exactement ce qu'ils nous avaient dÃ©jÃ© dit en 1848...

L'esclavage a Ã©tÃ© aboli, nous allons ensemble fonder une nouvelle sociÃ©tÃ©... Mais chacun redÃ©marre avec ce qu'il a... En 1848 nous Ã©tions nus, et ils ont gardÃ© tout ce qu'ils avaient et en plus on les indemnisÃ©s en leur refillant du fric !

En 2009, ils nous redisent la mÃ©me chose ! A savoir : Effectivement, il y a un certain nombre d'abominations, de mÃ©pris, de pwofitasyon qui se sont produits... Mais finissons en et repartons tous - car nous sommes tous des guadeloupÃ©ens... Mais, chacun garde tout ce qu'il possÃ©de... Et donc aujourd'hui nous gardons un pantalon et une chemise ; et eux ils conservent tout ce qu'ils possÃ©dent ! Ils veulent Ã© nouveau nous couillonner en nous proposant de refaire la mÃ©me chose qu'en 1848 ; participer Ã© la mÃ©me course... Nous sommes Ã© pied, ils roulent en Formule 1 et ils nous proposent de nous engager dans la course...

Ils proposent donc de âEurosoerefonderâEuros la sociÃ©tÃ©, de recrÃ©er la sociÃ©tÃ© soit disant ; mais il n'y a ni respect, ni dignitÃ©, ni rÃ©partition des richesses... Nous ne devrions rien remettre en cause ; eux ne reconnaissent ni notre culture, ni leur passÃ© esclavagiste ; il n'y a aucune rÃ©paration ; il n'y a rien... Cela revient Ã© nous demander d'alimenter une nouvelle sociÃ©tÃ© capitaliste et colonialiste qui nous oppresse et nous Ã©crase.

Elie Domota : Wi, il faut d'Ã©construire cette sociÃ©tÃ© coloniale !

Et c'est cela que Lurel a proposÃ© hier - en disant qu'il faut "refonder" - ; c'est aussi cela que Sarkozy a proposÃ©... Mais comment entendent-ils *Ã©urosoerefondereuro* si justement on ne **d'Ã©construit** pas cette sociÃ©tÃ© ! ... Ils n'aiment pas l'entendre ce terme, mais Wi, il faut la **d'Ã©construire**, cette sociÃ©tÃ© : Il faut Ã©liminer toutes les discriminations existantes ; il faut abolir toutes les abominations qu'ils pratiquent Ã© notre rencontre matin midi et soir !

Aujourd'hui, Sarkozy vient nous dire qu'effectivement ils n'ont pas nommÃ© assez de GuadeloupÃ©ens Ã© la tÃªte des administrations... Et c'est seulement maintenant qu'il s'en rend compte ?!...

En rÃ©alitÃ©, durant toutes ces annÃ©es, ils l'ont fait consciemment, sciemment. Parce qu'ils souhaitent que nos enfants pensent qu'ils sont des incapables ; ils veulent que nos enfants n'aient pour seuls modÃ©les et seules idoles que Yo [Eux] et non pas Nou [Nous] ! C'est cela qu'ils font et c'est cela qu'ils ont toujours fait !

Et aujourd'hui, il nomme Mme Penchard [comme sous secrÃ©taire d'Ã©tat Ã© l'outre mer]. Mais que fera cette derniÃ¨re ? Elle viendra nous demander de venir aux Ã©tats gÃ©nÃ©raux, de cesser de manifester ; que les patrons et nous sommes pareils ; faisons le consensus, et qu'ainsi nous construirons la Guadeloupe demain... Camarades, tout cela c'est du vent !!!

Mais par contre, s'agissant des menaces, de ces menaces profÃ©rÃ©es par Sarkozy Ã© notre rencontre - avec les applaudissements vigoureux d'un certain nombre d'Ã©lus prÃ©sents dans la foule - ... : Nous lui disons que nous l'avons entendu 5 sur 5...

Et nous appelons tous les militants des organisations - syndicales, associatives, politiques, culturelles - Ã© se prÃ©parer... Il y a des convocations au tribunal dans les jours Ã© venir : nous devons Ã©tre nombreux Ã© nous rendre au tribunal ! Il nous faut prendre toutes les dispositions qu'il faut pour leur signifier que nous avons bien entendu leur message et leurs menaces ! PrÃ©parons nous Ã© manifester pendant les mois de juillet et d'août !

PrÃ©parons nous Ã© participer Ã© toutes manifestations qui se dÃ©rouleront de faÃ§on Ã© bien leur faire comprendre que ce pays est le nÃ©tre et pas le leur !

**Ansanm nou ka litÃ© ! Ansanm nou kÃ© gannyÃ© !
Ansanm nou ka litÃ©, Ansanm nou kÃ© gannyÃ© !
Jou nou kÃ© mÃ©tÃ© a jounou, PÃ©kÃ© vwÃ©" jou !**

Elie Domota,

Palais de la MutualitÃ©, Pointe Ã© Pitre

Samedi 27 juin 2009

[1] RESOLUTION DU CONGRES DES ELUS DEPARTEMENTAUX ET REGIONAUX

O B J E T : Projet guadeloupÃ©en de sociÃ©tÃ©

Le CongrÃ¨s des Ã©lus dÃ©partementaux et rÃ©gionaux, rÃ©uni le 24 JUIN 2009 ;

Vu le Code GÃ©nÃ©ral des CollectivitÃ©s Territoriales, notamment son Livre IX et ses articles L 5911-1 et suivants,

Vu la dÃ©libÃ©ration du Conseil GÃ©nÃ©ral nÃ© 2009-10/1Ã¨re R du 17 Mars 2009 portant rÃ©union des Elus DÃ©partementaux et RÃ©gionaux en congrÃ¨s,

Vu lâ©uros"arrÃ©tÃ© nÃ© : D 09/18/PCG du PrÃ©sident du Conseil GÃ©nÃ©ral convoquant le CongrÃ¨s le 07 Mai 2009,

Vu le rapport introductif du Pr'œsident du Congr'œs,

Consid'œrant le contexte de crise 'œconomique mondiale exacerb'œe, dont l'œuro impact au niveau national se fait durement ressentir 'œchelon local,

Consid'œrant les revendications d'œuro ordre 'œconomique, social, identitaire et plus largement soci'œtal, issues du mouvement social qui a travers'œ la Guadeloupe en d'œbut d'œuro ann'œe,

Consid'œrant la n'œcessit'œ de doter la Guadeloupe d'œuro outils et de moyens de tous ordres 'œ permettre l'œuro 'œmergence de r'œponses adapt'œes au traitement des difficult'œs et dysfonctionnements affectant la coh'œsion sociale et territoriale de l'œuro archipel,

Consid'œrant l'œuro aspiration r'œit'œr'œe du peuple guadeloup'œen 'œ 'œtre l'œuro acteur premier de sa propre destin'œe,

Consid'œrant l'œuro imp'œrieuse n'œcessit'œ pour y parvenir, de d'œterminer d'œmocratiquement les voies et moyens devant conduire 'œ l'œuro 'œlaboration d'œuro un projet guadeloup'œen de soci'œt'œ partag'œ,

PROPOSE

ARTICLE 1 / Les instances d'œuro 'œlaboration du projet de soci'œt'œ

De mettre en place les instances suivantes, en vue de proc'œder 'œ une large consultation de la population guadeloup'œenne et faire 'œmerger un projet guadeloup'œen de soci'œt'œ :

1'œ?) Le comit'œ guadeloup'œen du projet, ci'œ de vo'œ »te du dispositif comprend 60 membres d'œsign'œs par leurs instances repr'œsentatives, ainsi r'œpartis :

- 10 repr'œsentants de la soci'œt'œ civile, (leaders d'œuro opinion, m'œdia, universit'œ, 'œglises, associations culturelles et philosophiques)
- 10 repr'œsentants des partis politiques,
- 10 repr'œsentants des syndicats de salari'œs,
- 10 repr'œsentants des syndicats patronaux,
- 20 repr'œsentants du monde associatif dont :
 - 3 membres d'œuro associations de jeunes et d'œuro 'œtudiants,
 - 3 membres d'œuro associations sportives,
 - 3 membres d'œuro associations culturelles,
 - 3 membres des associations de personnes 'œg'œes et handicap'œes
 - 2 membres d'œuro associations de protection de l'œuro environnement,
 - 2 membres d'œuro associations de consommateurs,
 - 2 membres d'œuro associations de parents d'œuro 'œl'œves, ;
 - 2 membres d'œuro associations de d'œfense des familles,

2'œ?) Le comit'œ communal du projet, qui associe 'œ ses travaux tous les citoyens et forces vives de la commune, est anim'œ par 32 membres d'œsign'œs par les diff'œrents coll'œges composant le comit'œ guadeloup'œen du projet, selon la r'œpartition suivante :

- 5 repr'œsentants de la soci'œt'œ civile, (leaders d'œuro opinion, m'œdia, universit'œ, 'œglises, associations culturelles et philosophiques)
- 5 repr'œsentants des partis politiques,
- 5 repr'œsentants des syndicats de salari'œs,
- 5 repr'œsentants des syndicats patronaux,
- 12 repr'œsentants du monde associatif dont :
 - 2 membres d'œuro associations de jeunes,
 - 2 membres d'œuro associations sportives,
 - 2 membres d'œuro associations culturelles,
 - 2 membres d'œuro associations de personnes 'œg'œes et handicap'œes,
 - 1 membre d'œuro associations de protection de l'œuro environnement,
 - 1 membre d'œuro associations de consommateurs,
 - 1 membre d'œuro associations de parents d'œuro 'œl'œves, ;
 - 1 membre d'œuro associations de d'œfense des familles,

Ce comit'œ met en place un bureau de cinq membres qui assure la permanence de son action.

3'œ?) Le comit'œ de territoire du projet, est pour sa part constitu'œ de deux membres du bureau de chaque comit'œ communal relevant de sa circonscription.

ARTICLE 2 / Les Etapes de la concertation

D'œuro adopter, pour r'œaliser cette consultation, la m'œthode suivante :

Le comit'œ guadeloup'œen d'œfinit et valide les th'œmatiques 'œ traiter.

Chaque th'œmatique ou pilier du projet est d'œbattu au sein des comit'œs communaux.

Elie Domota : Wi, il faut d'œconstruire cette soci'œt'œ coloniale !

A l'œuro"issue de ces d'œbats, chaque comit'œ communal transmet ses synth'œses au comit'œ de territoire dont il rel'œve, en sorte d'œuro"œtablir une coh'œrence en fonction des bassins de vie. Apr'œ validation, le comit'œ guadeloup'œen œlabore une synth'œse th'œmatique globale.

Les synth'œses th'œmatiques globales sont ensuite communiqu'œes au Congr'œs et deviennent alors des r'œsolutions constitutives du projet guadeloup'œen de soci'œt'œ que les Conseils R'œgional et G'œn'œral sont charg'œs apr'œ adoption, de transmettre au Gouvernement.

ARTICLE 3 / Le Calendrier

Les instances pr'œvues œ l'œuro"article 1 sont install'œes par le pr'œsident en exercice du Congr'œs avant la fin de l'œuro"ann'œe, dans les conditions suivantes :

- Installation du comit'œ guadeloup'œen du projet d'œuro"ici fin septembre 2009,
- Installation des comit'œs communaux et des comit'œs de territoire d'œuro"ici fin d'œcembre 2009.

Afin de tenir compte de la p'œriode œlectorale li'œe au scrutin r'œgional de mars 2010, un d'œlai de 18 mois est pr'œconis'œ pour la finalisation du projet de soci'œt'œ œ compter de ce jour.

ARTICLE 4 / Disposition transitoire

De demander œ l'œuro"Etat de n'œuro"engager ni d'œuro"imposer de modification institutionnelle ou statutaire qui ne serait pas compatible avec le projet de soci'œt'œ œlabor'œ par le peuple guadeloup'œen dans ce d'œlai de 18 mois.

LE PRESIDENT DU CONGRES DES ELUS
DEPARTEMENTAUX ET REGIONAUX
Pr'œsident du Conseil G'œn'œral
Jacques GILLOT